

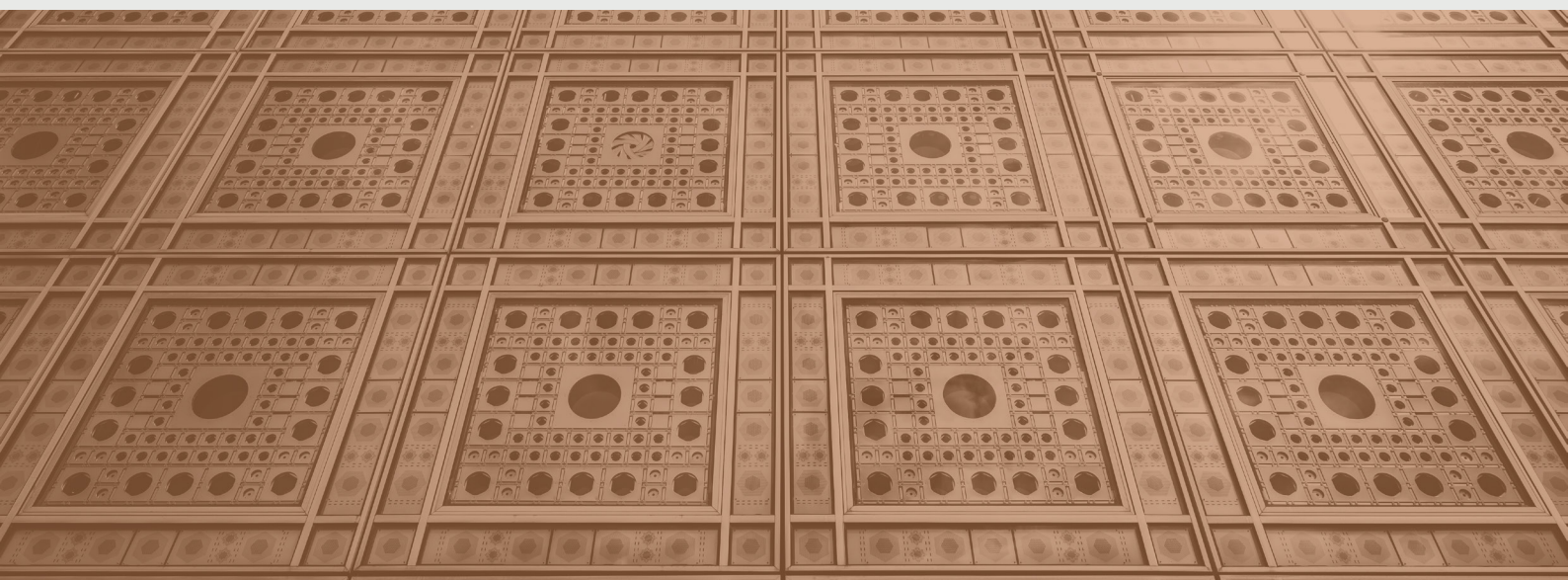


## OBSERVATOIRE du Maghreb

# GENZ212 : LES ASPIRATIONS D'UNE JEUNESSE MARGINALISÉE

Nina Kozlowski / Journaliste, *Jeune Afrique*

Octobre 2025



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Nina Kozlowski** / Journaliste, *Jeune Afrique*

Nina Kozlowski est journaliste pour *Jeune Afrique*, spécialiste du Maroc. Elle a travaillé au sein de deux magazines de références marocains, l'hebdomadaire *TelQuel* puis le mensuel d'histoire *Zamane*. Elle a aussi été correspondante pour Radio France Internationale (RFI) et autres médias.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospector des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.

---



PROGRAMME  
**MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Née sur la plateforme Discord, la génération GenZ212 a fait vaciller le récit de la réussite marocaine. Sans chef ni parti, elle réclame à travers ses slogans ce que 20 ans de modernisation ont oublié en chemin : la dignité, la justice sociale et la reddition des comptes.

## LE CHOC GENZ212

Le 18 septembre 2025, un nouveau serveur Discord, GenZ212, devient en deux semaines l'épicentre d'une mobilisation inédite au Maroc, passant de 10 000 membres à 145 000 (désormais plus de 200 000). Étudiants, diplômés, jeunes actifs s'y connectent chaque soir pour débattre, voter et organiser les manifestations. Ce collectif sans leader, sans structure partisane, revendiquant pacifisme, légalisme et patriotisme, illustre une transformation profonde du rapport entre jeunesse et politique. Son mode d'action horizontal, fondé sur la délibération numérique et la coordination en temps réel, incarne une politisation sans encadrement — façonnée autant par les outils du numérique que par la lassitude envers les médiations traditionnelles.

Mais ce surgissement ne se limite pas au Maroc. De Katmandou à Antananarivo, la même génération monte au front : jeunes, connectés, instruits, lassés des hiérarchies opaques et des promesses vides. Partout, la GenZ transforme l'espace public en forum numérique, mêle ironie et indignation, parle plusieurs langues et manie les memes comme d'autres faisaient des tracts. Leur arme n'est pas la violence, mais la dérision, qui dégonfle la peur et renverse les codes de la communication politique.

GenZ212 s'inscrit dans cette vague globale, mais avec une résonance propre. Au Maroc, la contestation suit un rythme cyclique. Depuis deux décennies, les colères reviennent à intervalles réguliers : Sidi Ifni (2005), le Mouvement du 20 février (2011), le Hirak du Rif (2016-2017), la grève des enseignants contractuels (2018-2020), et aujourd'hui GenZ212. Toutes partagent la même matrice — dignité, équité, justice sociale, lutte contre la corruption — et se heurtent au même mur : l'usure du dialogue et le réflexe sécuritaire. À une exception près, celle du 20 février qui a conduit à la réforme constitutionnelle de 2011, ces mouvements ont été réprimés brutalement. Le Hirak du Rif s'est soldé par une réponse pénale lourde : Nasser Zefzafi, figure de proue du mouvement, et trois autres meneurs, Nabil Ahamjik, Ouassim Boustati et Samir Ighid, ont écopé chacun de vingt ans de prison ferme pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État ».

Sur Discord, la mobilisation de la GenZ212 dépasse le simple échange d'opinions. Les discussions prennent des allures d'assemblées publiques : jeunes, experts, professeurs,

figures de l'opposition ou anciens détenus d'opinion y débattent à égalité. Ce lieu numérique devient un espace où la politique se réinvente hors des institutions et des censures.

Cette récurrence est révélatrice d'un paradoxe : le Maroc ne manque pas de liberté d'expression ponctuelle, il manque de canaux de représentation durables. Chaque cycle remet à nu le même vide — celui d'un système où le débat existe, mais où la décision reste concentrée entre le Palais, ses conseillers et les appareils sécuritaires. Depuis 2011, la Constitution modernise la façade sans redistribuer le pouvoir.

GenZ212 a appelé à manifester les 27 et 28 septembre. Les cortèges pacifiques rassemblent des centaines de jeunes à Rabat, Casablanca, Tanger, Marrakech et Agadir. Leurs slogans (« On veut des hôpitaux, pas des stades » / « Liberté, dignité, justice sociale ») remettent en cause la hiérarchie des priorités publiques : un État capable de bâtir des stades ultramodernes, mais incapable d'assurer les soins ou l'emploi. Cette dénonciation d'un pouvoir performatif mais non protecteur touche au cœur du contrat social marocain.

La répression tombe aussitôt : plus de 300 interpellations à Rabat, 272 gardes à vue dont 39 mineurs, et 36 condamnations dès les premiers jours. Les vidéos de charges et d'arrestations deviennent virales sur les réseaux sociaux et déclenchent une vague d'indignation nationale. Début octobre, les « nuits de rupture » font basculer le pays : trois morts, plusieurs dizaines de blessés. Face au risque d'embrasement, les autorités optent pour une stratégie duale : tolérance dans les grandes villes, répression ciblée dans les localités et quartiers populaires. Le gouvernement tente une réponse politique mais déçoit : discours convenus, communication figée, aucun ministre sur le terrain. L'État parle depuis les institutions quand le pays réclame des mots simples et une présence humaine.

Les partis politiques ont tenté de réagir, sans convaincre. Le Parti de la justice et du développement (PJD) a tenu une réunion d'urgence et publié un communiqué dénonçant la gestion gouvernementale marquée par des échecs, tout en plaidant pour une solution politique pacifique.<sup>1</sup> Son secrétaire général, Abdelilah Benkirane, a exhorté les jeunes à suspendre leurs rassemblements durant le discours royal du 10 octobre, par respect pour le souverain et pour éviter que la mobilisation ne soit perçue comme une pression sur le Palais, tout en recadrant l'ancien député Abdelaziz Aftati, signataire d'une lettre ouverte de soutien à GenZ212 jugée « non concertée » avec la direction du parti. Le Parti du progrès et du

<sup>1</sup> PJD.ma. « Z نداء من الأستاذ عبد الإله ابن كيران لشباب حركة جيل ». 7 octobre 2025. <https://www.pjd.ma/220183-%d9%86%d8%af%d8%a7%d8%a1-%d9%85%d9%86-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%b3%d8%aa%d8%a7%d8%b0-%d8%b9%d8%a8%d8%af-%d8%a7%d9%84%d8%a5%d9%84%d9%87-%d8%a7%d8%a8%d9%86-%d9%83%d9%8a%d8%b1%d8%a7%d9%86-%d9%84%d8%b4%d8%a8.html>

socialisme (PPS) a, lui, exprimé sa solidarité avec les « revendications légitimes » du mouvement et appelé à un dialogue pacifique.

Mais les tentatives d'appui politique se heurtent à la méfiance. La présence remarquée de Nabila Mounib, secrétaire générale du Parti socialiste unifié (PSU), lors d'un *sit-in* à Casablanca, a suscité de vives réactions : si certains y ont vu un signe de soutien, beaucoup de membres de GenZ212 l'ont recadrée, dénonçant toute forme de récupération partisane et rappelant que leur mobilisation reste « citoyenne, non affiliée et non idéologique ».

À l'inverse, certaines figures indépendantes suscitent un vrai respect. L'ancien député de la Fédération de la gauche démocratique (FGD), Omar Balafrej, connu pour sa probité et son franc-parler, a été invité sur le serveur Discord du mouvement pour échanger avec les jeunes. Son intervention, saluée par les participants, a symbolisé l'écart entre une parole politique sincère et l'usure d'un système partisan qui ne parle plus leur langue.

Malgré la tension, GenZ212 se désolidarise des violences et réaffirme son positionnement : pacifiste, loyal à la monarchie, mais déterminé à exiger des comptes. Le mouvement appelle à la démission du Premier ministre Aziz Akhannouch et de son gouvernement, à la poursuite judiciaire des responsables de corruption et à la libération des détenus d'opinion. Il formule également des revendications de fond : un renforcement des services publics — santé et éducation en tête — et surtout la stricte application de la Constitution de 2011, garantissant l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, la moralisation de la vie publique, la transparence des décisions et l'intégration réelle des jeunes dans le tissu socio-économique national.

Ce positionnement traduit la spécificité politique du mouvement : GenZ212 ne conteste pas la légitimité du régime, mais s'adresse directement au roi, perçu comme arbitre et garant de la justice sociale. Le discours royal de rentrée parlementaire du 10 octobre, très attendu, reprend plusieurs de leurs thèmes — réforme de la santé, justice territoriale, équité sociale — sans citer le mouvement. Un silence éloquent : reconnaissance implicite, mais pas validation. Déçue, la GenZ212 a annoncé une reprise des manifestations le 18 octobre.

## GENZ212 : REFLET D'UN PROGRÈS À DEUX VITESSES

Le mouvement naît aussi dans un climat de saturation sociale et symbolique. Depuis plusieurs mois, le Maroc vit au rythme d'un triomphalisme national : diplomatie victorieuse sur le Sahara, annonce conjointe de la CAN 2025 et de la Coupe du monde 2030, croissance des exportations, essor des infrastructures, campagnes patriotiques autour du « modèle marocain ». Mais une succession de chocs — économiques, moraux, symboliques — fissure ce récit de la réussite. Le prestige soigne l'image, pas la vie quotidienne des Marocains.

Deux ans après le séisme d'Al-Haouz, des milliers de familles vivent encore dans des abris précaires. Le pouvoir d'achat s'est effondré : 76 % des ménages déclarent une baisse nette de leur niveau de vie en 2025. L'affaire du viol collectif d'un adolescent de 13 ans, requalifiée en « attentat à la pudeur », cristallise un sentiment d'abandon : celui d'un pays où la loi semble protéger les auteurs plutôt que les victimes, où la réforme du Code pénal, promise depuis 2015, se fait toujours attendre.

Puis survient le drame d'Agadir : huit femmes meurent après des césariennes dans l'hôpital public Hassan II. Les témoignages décrivent un système délabré : matériel hors service, infrastructures insalubres, corruption ordinaire, médecins qui pointent le matin à l'hôpital avant d'aller travailler en clinique privée, complicités entre personnel soignant et laboratoires extérieurs. L'affaire n'est pas un accident, mais un miroir : celui d'un État qui construit sans soigner.

En vingt-cinq ans, le Maroc a transféré au privé ce qui relevait du bien commun : santé, éducation, formation. Les écoles privées s'imposent comme des labels, les cliniques se multiplient sans garantie de qualité. Environ 40 à 50 % des dépenses de santé restent directement à la charge des ménages.

Au même moment, l'État investit plus de 14 milliards de dirhams (1,25 milliard d'euros) dans les stades de la CAN et du Mondial. Le Grand Stade de Benslimane coûterait à lui seul près de 5 milliards, davantage que le budget cumulé de plusieurs CHU régionaux. Ces chantiers d'envergure ne se font pas sans coût social : dans plusieurs villes, la construction ou la rénovation d'infrastructures sportives s'est accompagnée d'expropriations et de destructions de quartiers populaires, notamment à Rabat, dans le secteur de l'Océan, où des familles ont été déplacées sans véritable concertation. L'écart devient manifeste : un pays capable de bâtir des symboles de prestige au détriment de sa population.

Cette juxtaposition — fierté nationale et délabrement social — incarne le Maroc à deux vitesses, dénoncé par Mohammed VI dans son discours du 31 juillet : Morocco, la vitrine

mondialisée, connectée, performante ; Al Maghrib (Maroc en arabe), le pays réel, suspendu à l'attente de services publics.

Les inégalités sociales et territoriales s'approfondissent : le chômage des jeunes (15–24 ans) dépasse 36 % au niveau national et atteint près de 47 % en milieu urbain ; celui des diplômés du supérieur avoisine 26 %<sup>2</sup>. Le marché du travail n'intègre plus, il trie — entre informel massif et contrats précaires. La précarité et le chômage s'ajoutent à l'absence de perspectives chez les jeunes. Les tentatives d'émigration irrégulière se multiplient, malgré un contrôle renforcé aux frontières.

Plus des trois quarts des investissements publics se concentrent dans un petit nombre de régions — Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma — laissant de vastes zones dans une économie d'attente. L'égalité des chances y devient une fiction géographique.

## ANATOMIE D'UN BLOCAGE

### *Un gouvernement sans autonomie*

L'arrivée du Parti de la justice et du développement (PJD) au pouvoir, en 2011, portait l'espoir d'un tournant politique. Issu du contexte post-printemps arabe, le gouvernement d'Abdelilah Benkirane promettait de moraliser la vie publique et de lutter contre la corruption, fléau endémique du système. Son ton direct, sa popularité et le franc-parler de certains députés, comme Abdelaziz Aftati qui a osé discuter du budget octroyé au Palais, donnaient l'impression d'un Parlement redevenu vivant. Mais le rapport de force restait verrouillé. Rapidement contraint à la docilité, le PJD a mené une politique d'austérité qui a entamé son crédit populaire : libéralisation des prix des hydrocarbures, privatisation rampante de la santé et affaiblissement d'une classe moyenne déjà fragile.

Au second mandat, Benkirane a tenté de reprendre la main, refusant d'intégrer à sa coalition Aziz Akhannouch (RNI), figure du pouvoir économique et politique. Le bras de fer avec le Palais lui a coûté son poste. Son successeur, Saâd Eddine El Othmani, jugé plus conciliant, a signé la normalisation avec Israël en 2020 — acte final d'un parti désormais réduit à une fonction d'exécution.

---

<sup>2</sup> Haut Commissariat au Plan (HCP). « Activité, emploi et chômage : résultats annuels 2024 ». [https://www.hcp.ma/Activite-emploi-et-chomage-resultats-annuels-2024\\_a4142.html](https://www.hcp.ma/Activite-emploi-et-chomage-resultats-annuels-2024_a4142.html)

En 2021, Aziz Akhannouch est porté au pouvoir à la tête du Rassemblement national des indépendants (RNI). Son profil technocratique et sa proximité avec le Palais ont consacré une « alternance » de façade. Mais depuis son élection, les critiques s'accumulent : chômage record, croissance atone, désillusion généralisée. Dans l'opinion, peu de citoyens perçoivent une différence tangible entre les deux gouvernements : l'État fonctionne, mais ne se transforme pas.

Cette continuité d'une législature à l'autre n'est pas un hasard : elle traduit la structure même du pouvoir, où la marge des gouvernements reste limitée.

### *Le centre et ses relais/ périphérie*

Derrière ces échecs d'alternance se cache une question plus ancienne : celle du partage réel du pouvoir. Le Maroc fonctionne sur deux étages : un gouvernement visible, élu et rotatif, et un noyau décisionnel permanent — conseillers royaux, hauts fonctionnaires, services de sécurité — où se prennent les vraies décisions. Cette architecture garantit la stabilité, mais asphyxie la représentation.

Le makhzen ne se limite pas au sommet. Il s'étend jusqu'aux provinces, où walis et gouverneurs assurent la continuité du centre, épaulés par un réseau dense de notables — entrepreneurs, élus, présidents de communes, parlementaires — qui servent de courroie entre le centre et la base. Ces figures locales captent les investissements publics, orientent les marchés et redistribuent sélectivement les ressources. L'État leur délègue la paix sociale en échange de loyauté politique. Ce clientélisme structuré transforme la richesse en outil de contrôle : subventions, emplois, autorisations, foncier, programmes sociaux deviennent autant de leviers d'allégeance.

Les partis « administratifs » — RNI, PAM, MP, UC — encadrent ce maillage. Ils n'expriment pas une idéologie ; ils administrent la fidélité. Le PJD, longtemps perçu comme contre-pouvoir, a été absorbé puis neutralisé, notamment depuis la signature des accords d'Abraham. Résultat : pluralisme de façade, absence d'alternative. Aux élections de 2021, seuls 24 % des 18-25 ans ont voté alors que la participation globale était de 49,58 %<sup>3</sup>.

En concentrant la décision et en s'appuyant sur ces relais, le pouvoir a fait sauter les fusibles : partis domestiqués, syndicats marginalisés, presse muselée, justice verrouillée. Les soupapes institutionnelles de la critique ont disparu. Le Maroc gouverne moins par la censure que par l'anticipation de la sanction.

<sup>3</sup> Jaidi, Larabi. « Peut-on espérer un regain d'intérêt des jeunes pour la politique ? » *Medias 24*, 25 août 2025. <https://medias24.com/chronique/peut-on-espérer-un-regain-dinteret-des-jeunes-pour-la-politique/>.

Ce système repose sur un équilibre fragile : la monarchie conserve l'autorité symbolique et l'arbitrage final, tandis que les élites économiques et locales administrent le pays réel. Mais la fracture se creuse : plus le centre se sécurise, plus il dépend d'une élite discréditée pour tenir la périphérie. Le régime a consolidé le contrôle, mais au prix d'une lente érosion du consentement. Ne restent que la rue et le numérique comme exutoires.

### *Les paradoxes d'une économie de rente*

Le Maroc s'affiche comme un modèle d'ouverture économique. PIB doublé depuis 1999, dette maîtrisée autour de 68 % du PIB, plus de 3 milliards de dollars d'investissements étrangers chaque année. Mais cette réussite s'appuie sur un capitalisme d'État concentré. Les grands chantiers — ports, TGV, zones franches, barrages, stades — reviennent aux mêmes acteurs : Al Mada, Akwa Group, OCP, CDG, BMCE, Holmarcom, Addoha. Selon le Haut-Commissariat au Plan, les 20 % les plus aisés captent plus de la moitié des revenus nationaux, tandis que les 20 % les plus pauvres n'en perçoivent qu'environ 6 %. Cette concentration se retrouve dans l'économie formelle : dix entreprises représentent près de 70 % de la capitalisation de la Bourse de Casablanca.

Depuis 2000, plus de 70 entreprises publiques ont été cédées, générant 110 milliards de dirhams sans redistribution réelle. L'économiste Najib Akesbi parle d'un « capitalisme de connivence »<sup>4</sup> : la croissance par la proximité politique. Les marchés sont moins concurrentiels que relationnels ; la rente devient la règle du jeu. Cette logique entretient la frustration d'une jeunesse diplômée persuadée que la réussite dépend moins du mérite que de l'entregent. La corruption, endémique mais rarement sanctionnée, agit comme un impôt invisible sur la vie quotidienne : pour un poste, un soin, une autorisation, tout se négocie. Le pays se modernise en surface, mais la confiance civique s'érode à chaque transaction informelle.

Aziz Akhannouch incarne cette confusion : chef du gouvernement et patron du principal groupe de distribution d'hydrocarbures (Akwa), il concentre un pouvoir économique et politique inédit. La Commission de la concurrence a relevé des ententes sur les prix, sans sanction dissuasive. Dans un pays où les carburants déterminent le coût de la vie, ce conflit d'intérêts est devenu un symbole d'impunité.

L'imbrication entre affaires publiques et intérêts privés ne s'arrête pas là. Le chef du gouvernement a été pointé du doigt pour l'attribution du projet de construction d'une station

---

<sup>4</sup> Bobin, Frédéric. « Au Maroc, le capitalisme de connivence broie les pauvres, les marginalisés et même la classe moyenne ». *Le Monde*, 12 octobre 2025. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/12/au-maroc-il-n-y-a-pas-eu-le-ruissellement-attendu\\_6645931\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/12/au-maroc-il-n-y-a-pas-eu-le-ruissellement-attendu_6645931_3212.html).

de dessalement d'eau de mer à Casablanca à un consortium comprenant deux filiales de son propre groupe Akwa. Le contrat, estimé à 6,5 milliards de dirhams (plus de 600 millions d'euros), a bénéficié d'une subvention publique équivalente à 30 % du coût total, octroyée par la Commission nationale des investissements qu'il préside lui-même.

Cette imbrication se prolonge jusque dans sa sphère familiale : son épouse, Salwa Idrissi Akhannouch, à la tête d'Aksal Group (Zara, Pull & Bear, Gucci...), contrôle une large part du commerce de la mode au Maroc, à mi-chemin entre fast fashion et luxe. Elle incarne cette économie de vitrine où la réussite privée s'aligne sur la puissance publique.

### *Un équilibre fragile*

À bien des égards, le Maroc reste un îlot de stabilité dans une région fracturée. Le pays n'a connu ni effondrement institutionnel, ni guerre civile, ni basculement autoritaire brutal. Sous Mohammed VI, les infrastructures se sont modernisées : autoroutes, tramways, ports, TGV, parcs solaires, zones franches. La scolarisation des filles atteint 97 % dans le primaire ; la Moudawana a consacré des avancées notables pour les femmes ; et la généralisation de la couverture médicale de base (AMO) a intégré près de 24,2 millions de bénéficiaires<sup>5</sup>.

Mais derrière cette réussite quantitative, les Marocains expriment un malaise persistant. Selon l'OMS, le pays obtient un score de 69/100 en matière de couverture sanitaire universelle — l'un des plus élevés du continent. Pourtant, trois quarts des citoyens disent craindre de ne pas pouvoir accéder ou payer les soins en cas de besoin, et quatre sur dix admettent avoir dû verser un pot-de-vin ou un cadeau à l'hôpital (Afrobarometer, 2025).

Sur le plan diplomatique, le Maroc conjugue alliances occidentales et ancrage africain, multipliant les partenariats avec l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et les pays du Golfe. La reprise des relations avec Israël fin 2020, saluée comme un succès diplomatique, continue pourtant de mobiliser la rue marocaine. Le 5 octobre, alors que la GenZ212 avait prévu ses propres manifestations, des dizaines de milliers de personnes ont défilé à Rabat en soutien à Gaza et contre la normalisation. La Palestine reste un sujet viscéral, mais aussi un marqueur politique : ces manifestations, souvent encadrées par la mouvance islamiste Al Adl wal Ihsane, tolérée mais non reconnue par l'État, rappellent que les islamistes – PJD et ADL – tiennent encore la rue. Pendant le Mouvement du 20 février, Al Adl wal Ihsane a contribué à canaliser la contestation, à encadrer les mobilisations et à faire émerger des interlocuteurs identifiés. Mais cette fois, le mouvement reste en retrait. En laissant la rue s'organiser seule,

<sup>5</sup> Khalta, Kenza. « AMO : 24,2 millions de bénéficiaires au premier semestre 2025 ». *Medias 24*, 8 octobre 2025. <https://medias24.com/2025/10/08/amo-242-millions-de-beneficiaires-au-premier-semester-de-2025/>.

la mouvance islamiste crée un vide inédit : celui d'une colère sans relais pour la traduire politiquement.

Le pays affiche ainsi les signes d'une modernité assumée : franchises internationales dans toutes les grandes villes, montée en gamme du tourisme, émergence d'une classe moyenne urbaine, multiplication des bars et restaurants et présence croissante des femmes dans les sphères de décision — administration, politique, police, entreprises ou collectivités. Comparé à ses voisins, le Maroc reste plus libéral dans les mœurs, plus prévisible politiquement, plus attractif pour les investisseurs. Ce visage ouvert et ordonné, la monarchie l'a patiemment construit — et il n'est pas sans fondement.

Le Maroc se modernise, mais son équilibre repose désormais moins sur la réforme que sur la prudence. La stabilité demeure, mais au prix d'une lente érosion du courage politique.

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Depuis la pandémie, la monarchie tente de refonder le récit national. Le Nouveau modèle de développement (NMD), lancé en 2021, promet un État social fondé sur la dignité, l'équité, l'efficacité et la lutte contre les inégalités. Protection sociale universelle, indemnisation des familles, refonte éducative : l'intention est noble, le discours rassembleur. Mais le système chargé de l'appliquer reste inchangé : centralisé, technocratique, capté par les mêmes intérêts. Le roi l'a dit lui-même devant le Parlement : « Il ne devrait y avoir ni antinomie ni rivalité entre les grands projets nationaux et les programmes sociaux, tant que le but recherché est de développer le pays et d'améliorer les conditions de vie des citoyens. »<sup>6</sup>. Reste à traduire la phrase en mécanique politique : redistribuer le pouvoir, pas seulement le budget.

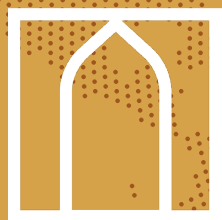
GenZ212, génération née dans la modernité du pays mais heurtée à la rigidité de ses structures, ne veut pas renverser le système, mais le voir fonctionner. Elle ne réclame pas la rupture, mais la cohérence : que l'État du prestige devienne enfin un État de protection.

Son message dépasse la colère : il interroge la promesse d'un modèle qui modernise sans inclure. Si le pouvoir veut tenir son propre récit, il devra retrouver ce qui l'a toujours légitimé — la capacité d'entendre et d'offrir une place à la jeunesse.

---

<sup>6</sup> Maghreb Arabe Presse (MAP). « SM le Roi adresse un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la session d'automne ». <https://www.mapnews.ma/fr/discours-messages-sm-le-roi/sm-le-roi-adresse-un-discours-au-parlement-%C3%A0-l'occasion-de-l'ouverture-2>.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
**MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.